



**PRÉFET  
DU CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des Territoires**

### **Arrêté N°DDT – 2021-224**

réglementant pour l'année 2021 les prélèvements d'eau pour l'irrigation dans le bassin versant de l'Yèvre à l'amont de Bourges, de l'Auron, de l'Airain et des Rampennes, du Colin, de l'Ouatier et du Langis, de l'Yèvre à l'aval de Bourges, du Barrangeon et du Moulon

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement et notamment son article R. 211-66 portant application de l'article L. 211-3 relatif à la limitation et à la suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2006-1-338 du 23 février 2006 fixant dans le département du Cher la liste des communes incluses dans une zone de répartition des eaux,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2019-0726 du 19 juin 2019, modifiant l'arrêté préfectoral n°2006-1-338 du 23 février 2006 fixant dans le département du Cher la liste des communes incluses dans une zone de répartition des eaux,

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral n° 2014-1-0309 du 25 avril 2014 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux Yèvre Auron,

**Vu** l'arrêté n° 2012-1-0571 du 16 mai 2012 définissant les seuils d'alerte et de crise des cours d'eau du département du Cher et les mesures générales ou particulières destinées à faire face à une menace de sécheresse par la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021-0004 du 07 janvier 2021 accordant délégation de signature à Monsieur Thierry TOUZET, directeur départemental des Territoires ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-044 du 1<sup>er</sup> mars 2021 accordant subdélégation de signature à certains agents de la direction départementale des territoires du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2021-457 délivrant homologation du plan annuel de répartition des prélèvements d'eau pour l'irrigation agricole sur le bassin Yèvre-Auron à AREA BERRY

**Vu** l'arrêté n°2021- 504 réglementant pour l'année 2021 les prélèvements d'eau pour l'irrigation dans le bassin versant de l'Yèvre à l'amont de Bourges, de l'Auron, de l'Airain et des Rampennes

**Vu** l'arrêté préfectoral n°DDT-2021-211 réglementant pour l'année 2021 les prélèvements d'eau pour l'irrigation dans le bassin versant de l'Yèvre à l'amont de Bourges, de l'Auron, de l'Airain et des Rampennes, du Colin, de l'Ouatier et du Langis,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°DDT-2021-220 réglementant pour l'année 2021 les prélèvements d'eau pour l'irrigation dans le bassin versant de l'Yèvre à l'amont de Bourges, de l'Auron, de l'Airain et des Rampennes, du Colin, de l'Ouatier et du Langis,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°DDT-2021-223 constatant le franchissement du seuil d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sur certains cours d'eau et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département du Cher,

**Considérant** que les prélèvements d'eau dans les eaux superficielles et souterraines sont susceptibles à certaines époques de l'année d'affecter les ressources disponibles, et nécessitent, autant pour la préservation de la santé publique, de la salubrité publique que pour la protection des écosystèmes aquatiques, que des mesures de restrictions soient prises,

**Considérant** que les débits de l'Auron à Bourges, de l'Yèvre amont à Savigny en Septaine, de l'Yèvre aval à St Doulchard et de l'Ouatier à Moulins sur Yèvre sont compris entre leur seuil d'alerte renforcée et leur seuil de crise respectifs,

**Sur proposition** du directeur départemental des Territoires,

## **ARRETE :**

### **Article 1 - Constatations**

Les débits mesurés aux stations ci-dessous sont inférieurs à leur seuil d'alerte, alerte renforcée ou de crise définis par la disposition 1.2.2 du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Yèvre-Auron depuis au moins trois jours consécutifs à la date de la mesure :

Cours d'eau et station	Bassin versant	Inférieur au seuil :	Débit constaté
L'Auron à Bourges	Auron, Airain, Rampennes	Alerte renforcée	0,28 m <sup>3</sup> /s le 29 août 2021
L'Yèvre amont à Savigny en Septaine	Yèvre amont	Alerte renforcée	0,06 m <sup>3</sup> /s le 29 août 2021
L'Ouatier à Moulins-sur-Yèvre	Colin Ouatier Langis	Alerte renforcée	0,10 m <sup>3</sup> /s le 29 août 2021
L'Yèvre à St Doulchard	Barrangeon, Moulon, Yèvre aval	Alerte renforcée	1,29 m <sup>3</sup> /s le 29 août 2021

### **Article 2 – Réduction**

Sur le bassin du Colin, de l'Ouatier, du Langis, du Barrangeon, du Moulon et de l'Yèvre à l'aval de Bourges les volumes individuels prélevables « été » n'ayant pas été utilisés à la date de signature du présent arrêté sont réduits de 50 %.

### **Article 3 – Dérogations**

Des dérogations aux dispositions du présent arrêté pourront être délivrées, sur demande dûment motivée effectuée auprès du service chargé de la police de l'eau de la direction départementale des Territoires.

Seules les exploitations qui irriguent exclusivement des cultures appartenant à la liste ci-dessous sont susceptibles de se voir accorder une telle dérogation :

- |                                     |  |
|-------------------------------------|--|
| -cultures fruitières et assimilées, | -cultures maraîchères et légumières,   |
| -cultures florales,                 | -essais de semences de maïs recherche, |
| -pépinières,                        | -cultures de semences et de tabac.     |

La demande de dérogation, individuelle, devra préciser :

- le type de culture et la surface pour laquelle la dérogation est demandée
- un extrait cartographique localisant les parcelles concernées
- le volume nécessaire
- le dispositif envisagé (matériel utilisé, calendrier et/ou horaires d'irrigation)
- le ou les points de prélèvement concerné(s)
- l'existence éventuelle d'un contrat de production.

Cette demande doit être formulée au moyen du formulaire en annexe 1 du présent arrêté et est disponible sur le site internet des services de l'État :

<http://www.cher.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-energies-renouvelables-foret-chasse-peche/Eau/Etiage-annee-en-cours>

Les exploitations d'élevage peuvent également bénéficier d'une dérogation aux mesures du plan de crise pour l'irrigation des cultures destinées à l'alimentation des animaux de leur exploitation uniquement. La demande dûment motivée devra être effectuée auprès du service police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires.

La demande de dérogation, individuelle, devra préciser :

- le type de culture et la surface pour laquelle la dérogation est demandée
- un extrait cartographique localisant les parcelles concernées
- le volume nécessaire
- le dispositif envisagé (matériel utilisé, calendrier et/ou horaires d'irrigation)
- le ou les points de prélèvement concerné(s)
- le numéro du cheptel
- les espèces et le nombre d'animaux alimentés

La demande de dérogation peut être formulée à partir du formulaire en annexe 2 du présent arrêté et disponible sur le site Internet des services de l'État dans le Cher.

#### **Article 4 – Poursuites pénales et sanctions**

En vue de rechercher et constater les infractions, les fonctionnaires des services chargés de la police de l'eau ainsi que les services de Gendarmerie et de Police ont accès aux locaux, installations et lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions, dans les limites fixées par les articles L. 172-4 et L. 172-5 du Code de l'Environnement sus-visé.

Est passible d'une peine de six mois d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende, en application de l'article L. 173-4 du Code de l'Environnement, le fait de faire obstacle aux fonctions exercées par les fonctionnaires et agents habilités à exercer des missions de contrôle administratif ou de recherche et de constatation des infractions.

Conformément à l'article R. 216-9 du Code de l'environnement, tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5<sup>e</sup> classe, éventuellement cumulative, à chaque fois qu'une infraction a été constatée.

Par ailleurs, le non-respect du débit à réserver aux milieux aquatiques définis par l'article L. 216-7 du Code de l'Environnement est réprimé d'une amende pouvant aller jusqu'à 75 000 euros.

Cette sanction pourra être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application de l'article L. 216-1 du Code de l'Environnement.

#### **Article 5 – Durée de validité**

Les dispositions du présent arrêté sont valables à compter de la date de signature du présent arrêté, et cesseront d'office au 31 octobre 2021. Il pourra cependant y être mis fin avant, dans la même

forme et s'il y a lieu, graduellement, dès que les conditions d'écoulement ou d'approvisionnement permettront de garantir la préservation de la ressource et du milieu aquatique.

### **Article 6 – Affichage**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, sur son site internet, et sera adressé aux maires des communes concernées pour affichage en mairie dès réception pour toute la période d'application.

### **Article 7 – Exécution**

La Secrétaire Générale de la préfecture, le Directeur Départemental des Territoires du Cher, le Commandant le Groupement de Gendarmerie du Cher, le Directeur des polices urbaines, les Maires des communes concernées, le Chef du service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité, et les agents visés à l'article L. 216-3 du Code de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bourges, le 02 septembre 2021

Pour le Préfet et par subdélégation,  
Le directeur départemental des territoires

*Signé*

Thierry Touzet

#### **Voies et délais de Recours**

Dans un délai de deux mois à compter, soit de la notification, soit de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé à madame la préfète du Cher ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans (45). Le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

## Annexe 1

### Demande de dérogation aux mesures de restriction de l'irrigation pour la saison 2021

Nom de l'exploitation / de l'exploitant :

Numéro MISE du ou des points de prélèvement concerné(s) : .....  
.....  
.....

**Type d'irrigation / matériel :**     aspersion / enrouleur  
    aspersion / pivot  
    localisée / goutte à goutte

Type de culture :

<input type="checkbox"/> cultures fruitières et assimilées	<input type="checkbox"/> cultures maraîchères et légumières
<input type="checkbox"/> cultures florales	<input type="checkbox"/> essais de semences de maïs recherche
<input type="checkbox"/> pépinières	<input type="checkbox"/> cultures de semences et de tabac
	<input type="checkbox"/> cultures réalisées à des fins de recherche

NB : Aucun autre type de culture ne pourra *a priori* faire l'objet de dérogation.

<input type="checkbox"/> Ces cultures sont les seules irriguées sur mon exploitation pour la campagne 2021 et je demande une dérogation dès le plan d'alerte.
<input type="checkbox"/> J'irrigue d'autres cultures sur mon exploitation pour la campagne 2021 et je demande une dérogation aux mesures du plan de crise.

Préciser :

culture	surface concernée (ha)	nombre d'irrigations prévues et volume estimé		
		juillet	août	septembre

- Joindre un **extrait cartographique** localisant les parcelles concernées.

- Si certaines de ces cultures font l'objet d'un **contrat de production**, joindre un justificatif.

Date :

Signature :

## **ANNEXE 2**

### **Demande de dérogation aux mesures de restriction de l'irrigation pour la saison 2021 : Éleveurs**

Nom de l'exploitation / de l'exploitant : .....

Numéro MISE du (ou des) point(s) de prélèvements concerné(s) : .....  
.....  
.....

Numéro de cheptel : .....

Espèce et nombre d'animaux alimentés : .....  
.....

**Type d'irrigation / matériel :**       Aspersion / enrouleur  
    Aspersion / pivot  
    localisée / goutte à goutte

**Description des cultures objet de la demande :**

Cultures	Surface concernées (ha)	Référence cadastrale	Nombre d'irrigations prévues et volumes estimé

#### **Joindre un extrait cartographique localisant les parcelles concernées**

Ces cultures sont destinées à l'alimentation des animaux de mon exploitation et sont les seules cultures irriguées sur mon exploitation pour la campagne 2021

**ou**

J'irrigue d'autres cultures sur mon exploitation pour la campagne 2021 : j'ai bien pris note que la dérogation que je sollicite ne sera accordée que pour les seules parcelles que je cultive en vue de l'alimentation des animaux de mon exploitation.

Date : .....

Signature :